



*pour une planète vivante**

WWF France

Bois de Boulogne
1 carrefour de Longchamp
75016 Paris
France

Standard : 01 55 25 84 84

Fax : 01 55 25 84 74

Communiqué de Presse

Paris, le 04 novembre 2009

Barcelone 2009 : les pays africains tapent du poing sur la table et ils ont raison.

Barcelone, Espagne : Les sessions de négociations ont été suspendues pour 24 heures, après la menace faite par les pays africains, suivis par les autres pays en voie de développement y compris la Chine, l'Inde et le Brésil, de quitter la table de négociation si les pays développés ne sortent pas de l'ambiguïté concernant la réduction des émissions de GES.

Réduction des GES, il faut sortir de l'ambiguïté ?

Pour les pays du Sud, il faut maintenant que les pays du Nord précisent clairement la part des efforts domestiques (sur le territoire national), la part des "offsets" ou projets de compensation carbone dans les pays du Sud, et les réductions d'émissions liées à la déforestation. En insistant aussi sur les "carbone offsets", les pays du Sud montrent qu'ils ne sont pas prêts à accepter une externalisation à outrance des émissions du Nord vers les pays du Sud.

La tension monte à Barcelone.

Avec ce "coup d'éclat" politique dans les négociations, les pays africains montrent qu'ils sont prêts à passer à l'acte et que l'on doit les prendre au sérieux. En effet, pour eux, la lutte contre les changements climatiques est devenue une question de survie étant donné l'impact du climat sur leurs économies et leurs sociétés.

Pour Elise Buckle, Responsable Energie Climat au WWF-France, « nous comprenons la frustration des africains face à la lenteur des négociations ; le silence des pays industrialisés sur leurs engagements pour Copenhague n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique que vivent les pays du Sud. Maintenant, il est devenu impératif que les pays européens mettent des chiffres sur la table, en annonçant au moins 40% de réduction de leurs émissions d'ici à 2020 par rapport à 1990, et en expliquant ce qu'ils entendent payer pour répondre aux besoins des pays du Sud à hauteur d'au moins 110 milliards d'euros par an ».

Les prochaines 24 heures sont un nouveau test pour les pays industrialisés : les pays africains ont fixé un ultimatum climatique aux pays riches, en leur donnant jusqu'à demain pour mettre des chiffres sur la table, sans quoi les négociations pourraient être à nouveau suspendues.

A un mois de Copenhague, le risque de blocage des négociations est donc devenu une réalité. Les pays développés doivent donc de toute urgence répondre aux demandes des pays en voie de développement, et cela ne vaut pas seulement pour l'Europe, mais aussi pour le Canada, la Russie, et en premier lieu les Etats-Unis.

Contacts WWF-France :

Elise Buckle (Responsable Energie Climat, WWF) : +41 79, 278 48 90, +33 6 43 82 02 77

Camille Lajus (Responsable Relations Presse WWF) : +33 1 55 25 84 61, +33 6 19 76 03 09

* *for a living planet*®

Reconnue d'Utilité Publique par le décret du 24 mars 2004 et bénéficiant des articles 5 et 20 de la loi du 23 juillet 1987.

Faites un geste pour la planète : réduisez votre empreinte et soutenez le WWF

Retrouvez-nous sur www.wwf.fr